

## ITALIE

### COVID A L'ITALIENNE : LE « CAS LOMBARD »

L'Italie détient le triste record d'avoir en Europe le nombre le plus élevé de décès liés au Covid-19. Plus de 27.000 morts depuis le début de la propagation du virus dans la péninsule au début du mois de février. Le nombre des victimes dans les rangs du personnel médical est particulièrement inquiétant : plus de 130 médecins et une quarantaine d'infirmiers et d'infirmières ont perdu la vie en soignant des malades. Quelque dix mille membres du personnel médical sont infectés.

Dans un premier temps, les tentatives d'explication ont souligné le vieillissement général de la population italienne –plus de 60 millions d'habitants-- qui la rendrait ainsi plus vulnérable à un virus périlleux pour les organismes affaiblis ; le temps pris dans les hôpitaux à identifier la présence spécifique du Covid-19 chez des milliers de patients admis en masse pour des cas sévères de pneumonie ; et enfin des délais importants pris par les responsables médicaux et politiques pour décider et faire respecter des mesures de confinement propres à ralentir la propagation du virus.

Mais ces généralités ont rapidement laissé la place à une analyse plus fine et, bien sûr, à une âpre polémique politique, comme toujours en Italie lorsque le pays est confronté à une crise grave. Qui est responsable et de quoi exactement ? L'unité nationale, vantée dans les discours, ou même l'intérêt national, servi à la

louche par les ténors des partis de toutes obédiences, sont les couplets d'une rengaine que les Italiens, cyniques, font mine de croire en attendant que ne s'apaise la tempête.

A y regarder de plus près, le problème de l'Italie se résume au cas de la Lombardie. Cette région du nord de l'Italie, la plus peuplée avec 10 millions d'habitants, compte, et de loin, le nombre le plus importants de décès, avec plus de 13.500 morts. Bergame, Brescia, Crémone sont les villes les plus touchées, ainsi que Milan, capitale de la Lombardie. Pour donner un ordre d'idées, les morts dans cette région sont quatre fois plus qu'en Emilie Romagne, ou encore 60 fois plus qu'en Sicile qui compte 232 morts. Sans parler de la Calabre, sans doute la région la plus pauvre et la plus délaissée d'Europe qui déplore 85 morts du Covid-19 au 28 avril. Dernière comparaison : les quatre régions du nord de l'Italie les plus affectées : la Lombardie, le Piémont, la Vénétie et l'Emilie Romagne, comptent pour les quatre-cinquièmes, avec plus de 21.000 morts, de tous les décès italiens.

Ce déséquilibre ne s'explique pas seulement par la démographie et appelle plusieurs remarques. C'est tout d'abord une nouvelle illustration de la fracture entre le Nord et le Sud de l'Italie. Mais cette fois en sens inverse. Le Nord, et en particulier la Lombardie, se présente comme la région phare de l'Italie. Un laboratoire d'une Italie créatrice, laborieuse, riche, qui donne l'exemple au reste de l'Europe. Et sa capitale, Milan, se veut la vitrine de la mode, de la haute technologie et même de l'excellence dans le domaine médical. Trois régions du Nord, la Lombardie, la Vénétie et l'Emilie Romagne, représentent plus de 40% du produit intérieur brut de l'Italie et contribuent pour plus de la moitié aux exportations italiennes. Les élites

politiques et économiques du Nord n'hésitent pas à dénigrer le Sud, affublé d'une réputation d'inefficacité, voire d'indolence, et de corruption.

Cette richesse industrielle a fait naître dans cette région des velléités séparatistes très fortes qui, pendant longtemps, ont été représentées par des partis comme la Ligue du Nord. Aujourd'hui, ces forces politiques parlent plutôt d'autonomie, et la Ligue du Nord a changé de nom, devenant la Ligue tout court, avec des ambitions nationales, et un chef de file, Matteo Salvini, qui a fait du populisme plus que du séparatisme son cheval de bataille. Les deux régions les plus riches d'Italie, et les plus touchées par le Covid-19, sont gouvernées par des représentants de la « Lega », la Lombardie par Attilio Fontana, et la Vénétie par Luca Zaia. Mais parce que nous sommes en Italie, le fait d'être du même parti ne renforce pas la collaboration des deux gouverneurs : le premier, A. Fontana, est un homme lige de Salvini, le deuxième, L. Zaia, se présente, au contraire, comme un opposant interne au patron de la Ligue. Les approches pour contenir la pandémie ont d'ailleurs été radicalement différentes : mise en quarantaine des localités les plus touchées et confinement généralisé en Vénétie ; hésitation à bloquer l'économie et réduction minimale des déplacements, en Lombardie. Les résultats sont éloquentes : dix fois moins de morts en Vénétie qu'en Lombardie.

C'est donc bien le « cas lombard » qui doit être analysé pour comprendre pourquoi l'Italie est devenu le pays le plus touché par le Covid-19. Le premier élément est, sans aucun doute, la faiblesse du secteur de la santé publique en Lombardie. La législation italienne donne aux Régions une vaste autorité sur la gestion de leur système de santé. La Lombardie a privilégié, depuis des années, les activités les plus lucratives de la médecine

spécialisée et s'est enorgueillie de l'attrait de ses institutions de santé sur une riche clientèle étrangère. Cette évolution a été accompagnée de deux phénomènes. La privatisation du secteur de la santé, avec dorénavant 50% des activités sanitaires entre les mains d'entreprises privées. Il est clair que, pour ces entreprises, des services de réanimation rapportent moins que des services de chirurgie esthétique. Et deuxièmement, la disparition des médecins généralistes de proximité, une tendance qui place en première ligne les services d'urgence des hôpitaux.

La mauvaise nouvelle pour la Lombardie, comme pour le reste de l'Italie, est que le système de santé publique a été la cible de coupes budgétaires profondes, toujours au nom du credo néo-libéral de l'efficacité du secteur privé. Entre 2010 et 2017, le budget de la santé publique en Italie a été réduit de 37 milliards €. Et le gel des recrutements a réduit de près de 43.000 les personnels de santé, toutes catégories confondues. Le nombre des lits d'hôpitaux a baissé de 3,9 pour mille habitants en 2007, à 3,2 dix ans plus tard. Bien loin de la moyenne européenne de 5 lits pour mille habitants. A titre de comparaison, l'Italie comptait 5.000 unités de réanimation avant le début de la crise du Coronavirus et l'Allemagne 28.000. Et ce n'est pas un simple détail technique, puisque ce chiffre doit servir de base pour mesurer la capacité d'une communauté à gérer le virus. Il s'agit, en réalité, d'un facteur sanitaire et politique décisif. Plus le système de santé a la capacité d'admettre des patients en grandes difficultés respiratoires, plus le pays concerné est disposé à prendre des mesures de réouverture des activités sociales et économiques.

Un autre aspect du « cas lombard » doit être souligné. La région est considérée, à juste titre, comme le moteur économique de l'Italie. Les organisations patronales

comme la Confindustria ont une influence déterminante dans les choix politiques régionaux. Dès le début de la crise sanitaire, les entreprises italiennes, en majorité des PME, ont été réticentes à envisager un arrêt complet de leur activité. Le choix était cornélien : mourir vite du virus ou mourir lentement d'asphyxie. Le patronat, les entrepreneurs ont donc choisi en majorité de poursuivre leurs activités en dépit des mises en garde ou des consignes de fermeture. La proportion des entreprises qui sont restées en activité en Lombardie serait de 65%, et le taux de mobilité (c'est-à-dire les individus en déplacement serait de 40% du rythme habituel). Une recette idéale pour la propagation du virus. Et une approche soutenue par le gouverneur de la Lombardie, A. Fontana, et par son maître à penser, M. Salvini, qui maintenant plaide - après avoir défendu tout et son contraire - pour une reprise rapide des activités dans tous les secteurs. La Lega accuse le gouvernement de Giuseppe Conte (une alliance Mouvement Cinq étoiles (M5S)/Parti Démocratique) de tergiverser, de perdre du temps et de fuir ses responsabilités. Mais le péril d'une « réouverture » précipitée est évident, et le gouverneur de la Campanie, Vincenzo De Luca, a d'ailleurs menacé de fermer les frontières de sa région si les « gens du Nord » tentaient d'y entrer. La Campanie et sa capitale Naples sont depuis toujours les bêtes noires des Lombards et de Matteo Salvini, et les propos de De Luca sonnent comme une vengeance ou, au moins, une provocation dans une période de crise aigüe.

Enfin, un dernier point doit être souligné, pour faire comprendre la complexité du « cas lombard ». La corruption, c'est-à-dire la face cachée du capitalisme financier dont Milan est la capitale, a joué son rôle dans l'affaiblissement du système de santé de la région. En février 2019, la Cour de

cassation a confirmé la condamnation de Roberto Formigoni, ancien gouverneur de la Lombardie, pour une spectaculaire affaire de corruption dans le secteur de la santé. R. Formigoni a été reconnu coupable d'avoir favorisé des fondations privées chargées de la gestion de structures de santé à Milan pour les aider notamment à recevoir des financements ... publics. Mais l'affaire Formigoni n'est qu'un aspect de l'infiltration du monde de la santé par la corruption, et par la criminalité organisée. Les procureurs anti-mafia italiens ont mis en garde depuis longtemps contre l'intérêt que des organisations criminelles comme la Ndrangheta calabraise portent à recycler dans le secteur de la santé les énormes profits de leur activités illégales, en premier lieu le trafic de drogue. Cette présence d'argent sale au cœur du système est une garantie de dysfonctionnement et de pourrissement.

Le « cas lombard » sera étudié avec plus de profondeur lorsque l'urgence sanitaire se sera éloignée. Mais il porte en lui la remise en cause d'un modèle économique et politique qui a privilégié depuis les années 1980 les profits financiers sur les investissements publics. Et le démantèlement des grandes structures de solidarité sociale au profit d'une pseudo-communauté tout aussi virtuelle qu'éphémère. Rien n'indique toutefois, qu'en Italie, la leçon de la pandémie soit apprise et retenue. Tout porte à croire, au contraire, qu'en Lombardie, comme ailleurs dans la péninsule, l'après crise ressemblera étrangement à l'avant.

*Jacques Charmelot, journaliste*